



LES UNIVERSITÉS SOCIALES DU TOGO

& l'équipe de Recherche :
Bioéthique et Ethique des
Sciences et des Technolo-
gies (BEST) du départe-
ment de Philosophie de
l'Université de Lomé

Avec le soutien de :



Colloque international interdisciplinaire

Thème : Crise du pouvoir politique et développement de l'Afrique

RAPPORT GÉNÉRAL

LES UNIVERSITÉS SOCIALES DU TOGO

« Aucun de nous en agissant seul ne peut atteindre le succès » Nelson Mandela

2 et 3
mars
2018



+228 90328276



universitessocialesdutogo@gmail.com



www.lesuniversitessociales.tg



COLLOQUE UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL INTERDISCIPLINAIRE

« Crise du pouvoir politique et développement de l'Afrique »

02 et 03 mars 2018

Auditorium de l'Université de Lomé, TOGO



Les Universités Sociales du Togo

&

**l'équipe de Recherche : Bioéthique et Ethique des
Sciences et des Technologies (BEST) du département
de Philosophie de l'Université de Lomé**





SOMMAIRE

Cérémonie d'ouverture	6
<u>1-Conférence inaugurale</u> : <i>Pouvoir politique et développement pour la renaissance de l'Afrique : Défis et enjeux</i>	8
<u>Panel 1</u> : <i>Etat, souveraineté et développement en Afrique</i>	10
<u>Panel 2</u> : <i>Citoyenneté, démocratie et bonne gouvernance</i>	12
<u>Panel 3</u> : <i>Développement, progrès économique et social</i>	14
<u>Panel 4</u> : <i>Rôle des intellectuels et développement de l'Afrique</i>	16
Cérémonie de clôture	18

CEREMONIE D'OUVERTURE

Le colloque universitaire international interdisciplinaire sur thème **«Crise du pouvoir politique et développement de l'Afrique»** s'est tenu du 02 au 03 mars 2018 à l'Auditorium de l'Université de Lomé.

Face au profond malaise socio-politique que connaissent les pays africains et qui entrave leur processus de développement, des universitaires et des personnalités de la société civile ont jugé nécessaire la tenue d'une assise intellectuelle pour partager leurs réflexions afin de mieux comprendre les concepts et processus en cours sur le continent et, de ce fait, mieux agir.

Organisé par les Universités Sociales du Togo (UST) en collaboration avec l'équipe de recherche Bioéthique et Ethique des Sciences et des Technologies (BEST) du Département de Philosophie de l'Université de Lomé, avec le soutien de du Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement Terre Solidaire (CCFD-Terre Solidaire), le PROCEMA de l'Union Européenne (UE) et le Réseau des Plateformes d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du Centre (REPAOC), ce colloque a été une véritable prise de parole des universitaires africains sur la crise du pouvoir en lien avec le développement du continent.

Le colloque a débuté par une cérémonie d'ouverture marquée par trois allocutions. Le public a d'abord eu droit aux mots de bienvenue de M. Ekoué FOLIKOUE, Maître-Assistant, au Département de Philosophie de l'Université de Lomé, membre des Universités Sociales du Togo (UST). M. FOLIKOUE a ensuite fait un bref historique des UST avant de souligner l'importance de la création d'un espace



De G. à D. : M. FOLIKOUE, MA de Philosophie, UL, Pr. DOSSEH, coordinateur des UST et M. AKUE ADOTEVI, MC de Philosophie, représentant de l'équipe de recherche BEST de l'UL
© UST

d'analyse critique, une façon de prendre part aux enjeux socio-politiques de nos sociétés. La parole fut ensuite donnée à M. Mawusse Kpakpo AKUE ADOTEVI, Maître de Conférences en Philosophie, qui a présenté l'équipe de recherche BEST, abritée par le Laboratoire d'Histoire, de Philosophie et Sociologie des Sciences et Technologies, avant de montrer le bien-fondé du thème du colloque et de justifier la participation de cette équipe à ce projet. Il a enfin exhorté chacun à la responsabilité de donner une suite heureuse à la rencontre.

Dans son allocution d'ouverture au colloque, le Professeur David DOSSEH, coordinateur des UST, a, pour sa part, mis l'accent sur les caractères récurrent et grave des crises socio-politiques en Afrique. Ces crises trouvent fondamentalement leurs causes dans le mauvais fonctionnement des institutions de l'État. Il a déploré la mauvaise gouvernance, la violation des droits de l'Homme et le sacrifice des valeurs humaines à l'hôtel des intérêts personnels, le désir de s'éterniser au pouvoir, l'inféodation des armées aux ordres des gouvernants, etc. Les conséquences, bien évidemment, sont entre autres l'immigration massive semblable à l'immigration forcée d'antan. C'est sur une description critique avec un diagnostic qui invite à une action réflexive pour sortir des crises en Afrique que le Professeur DOSSEH a déclaré ouvert le colloque.

Une conférence inaugurale et quatre panels ont constitué le cadre pour les communications suivies de débats.



Avec le soutien de :

Logo of the University of Lomé (UST) and the Laboratory of History, Philosophy and Sociology of Sciences and Technologies (BEST).

Colloque international interdisciplinaire

Thème : Crise du pouvoir politique et développement de l'Afrique

Conférence inaugurale présentée par le Pr. Kä Mana, philosophe congolais

Axes de réflexion :

- **Axe 1** : Etat, souveraineté et développement en Afrique.
- **Axe 2** : Citoyenneté, démocratie et bonne gouvernance.
- **Axe 3** : Développement, progrès économique et social.
- **Axe 4** : Rôle des intellectuels et développement de l'Afrique.

2 et 3 mars 2018

Avec les interventions d'une quinzaine d'universitaires

De 8h à 17h

Auditorium
Université de Lomé

« *Aucun de nous en agissant seul ne peut atteindre le succès* » Nelson Mandela

+228 90328276
universitessocialesdutogo@gmail.com
www.lesuniversitessociales.tg

1-Conférence inaugurale : « Pouvoir politique et développement pour la renaissance de l'Afrique : Défis et enjeux »

Avec la modération de Mme Maryse QUASHIE, Maître de Conférences en Sciences de l'Education, la conférence inaugurale a été donnée par le Professeur Kangudie KÄ MANA de l'Université de Goma en République Démocratique du Congo.

Le Professeur KÄ MANA a d'abord invité à se libérer de quatre mensonges fondamentaux pour mieux appréhender la situation actuelle des États africains. Il s'agit de :

- La croyance que l'on peut aborder la question des crises politiques sans considérer le passé des peuples africains ;
- La croyance que l'on peut analyser ces problèmes en ignorant la globalisation ;
- La croyance que l'on peut aborder les questions de crise en s'enfermant dans l'affrontement pouvoir-opposition ;
- La croyance que l'imaginaire n'a pas son mot à dire dans cette analyse.

Après cette mise au point, le Professeur KÄ MANA a montré que, suite au passé douloureux, d'humiliation et de déshumanisation, le paradigme actuel de l'Afrique est celui de la défaite à tous points de vue. Le constat est que ce paradigme inhibe les potentialités des Africains. Il faudra donc prendre conscience de ce passé et s'en sortir plus aguerri, puis construire un nouveau paradigme, celui de l'optimisme, afin de développer des stratégies qui ne sont plus celles des coups d'État, de l'insurrection populaire ou d'élections et de dialogues qui ont peu de chance de donner des résultats satisfaisants.

Il faut, d'une part, construire un pouvoir intelligent capable de concevoir et de conduire rationnellement les affaires d'État et, d'autre part, travailler à construire une opposition politique plus sensible au vécu réel des populations et préparée à prendre la direction des affaires publiques à chaque instant. Faisant recours à un mythe de l'Egypte Antique, l'orateur a invité chaque Africain à laisser incarner en lui l'âme d'Horus pour agir ici et maintenant dans son espace de vie. Le mythe d'Osiris est ainsi un appel à la renaissance africaine devant s'opérer à travers chaque fils du continent.

Le débat qui a été ouvert après cette conférence inaugurale a permis d'approfondir davantage les axes développés par le conférencier.

D'abord, l'appel du Professeur KÄ MANA aux hommes politiques de l'opposition pour investir dans des réalisations sociales a fait l'effet d'un pavé dans la marre car au Togo les partis politiques ne sont pas financés et les citoyens qui sont capables de financer les partis politiques s'abstiennent de le faire de peur d'être punis par le pouvoir.





Ensuite, les préoccupations ont porté sur :

- La problématique du dialogue politique pour une sortie de crise au Togo.
- La pertinence de la figure d'Horus.
- L'autonomisation financière de l'éducation en Afrique.
- Les moyens de libération psychologique de l'Africain de son passé et de la renaissance africaine.

En réponse à ces différentes préoccupations, le Professeur KÄ MANA a d'abord indiqué qu'avant d'être un homme politique, il faut être humain. Il faut manifester de l'attention vis-à-vis de son entourage, être sensible à la misère des populations. Il estime que le problème des partis de l'opposition en Afrique est dans la qualité de leur relation avec leur peuple. Les opposants, pour la plupart, ne se soucient que d'eux-mêmes et de leur accession au pouvoir. Le rôle de l'opposition n'est certes pas de réaliser des édifices dans l'intérêt du peuple, mais cela n'exclut pas d'organiser les populations pour sortir de la misère.

À propos du dialogue politique au Togo, le Professeur KÄ MANA, en observateur averti de ce qui se passe dans notre pays, a montré que ce dialogue ressemble plus à une stratégie qu'à une recherche de solution politique. A ce titre, ce dialogue n'augure rien de satisfaisant quand on considère le peu d'intérêt que semble lui accorder le premier responsable du pays. Car pour réussir un dialogue, il est nécessaire que les acteurs parlent le même langage et partagent les mêmes valeurs, or ce n'est actuellement pas le cas.

Quant à la figure d'Horus, le conférencier a rassuré qu'il n'est pas un homme providentiel mais une figure féconde pour les générations africaines présentes et futures, notamment les jeunes universitaires qui doivent exiger des programmes plus actuels et plus opérants en vue de redonner vie au continent. Cela doit nous pousser à revoir l'éducation sur notre continent. Sur cette thématique, le Professeur congolais a invité à sortir d'une vision monolithique de l'Occident. Car celui-ci est formé de forces négatives mais aussi de forces positives. Les forces positives de l'Occident peuvent aider l'Afrique à travers un programme d'assistance à l'éducation sans que cela ne soit compromettant.

S'agissant des questions relatives à la libération psychologique et à la renaissance africaine, le Professeur KÄ MANA a indiqué que c'est la prise de conscience de notre histoire par rapport au contact avec l'Occident et l'engagement pour la sortie définitive du paradigme de la défaite qui pourra nous aider pour la construction d'un avenir meilleur. Nous devons être optimistes, car nous avons une chance de nous en sortir si chacun utilise son pouvoir intellectuel et matériel là où il est pour changer les choses avec une conscience stratégique et utopique.



Pr. KA MANA, philosophe, Université de Goma, RDC, et Mme QUASHIE, MC en Sciences de l'Education à l'UL

© UST

Panel 1 : Etat, souveraineté et développement en Afrique

Le premier panel s'est déroulé autour de trois communications :

- Nations et Etat en Afrique : Quelles leçons de l'histoire ? par Pr Michel GOEH- AKUE, Historien, Université de Lomé.
- De l'Etat à l'Etat de droit démocratique en Afrique : Obstacles et perspectives par Pr. Komi WOLOU, M.C Agrégé en Droit, Université de Lomé.
- Etat souverain et conception du pouvoir politique en Afrique : l'urgence d'une déconstruction pour une refondation politique par M. Roger Ekoué FOLIKOUE, M-A, Philosophie, Université de Lomé.

Ce panel a été modéré par M. Kpakpo AKUE ADOTEVI, Maître de Conférences et Adjoint au Chef de Département de Philosophie. Après avoir fait le constat selon lequel l'usage abusif des notions de nation, d'Etat, d'Etat de droit et de souveraineté participe aux situations de crise que traversent les pays africains, il a donné la parole aux panelistes pour leurs communications.

Ainsi à travers la première communication l'on a pu comprendre que l'Afrique n'a pas attendu la colonisation pour connaître les réalités de la nation et de l'Etat. Il existait des territoires bien délimités et gouvernés sur la base d'un consensus entre les différents groupes ; cela témoigne d'une volonté de vivre ensemble et en harmonie malgré l'hétérogénéité des communautés. Les Etats actuels ont donc tout intérêt à se nourrir de valeurs humanistes de l'Afrique ancienne pour éviter les crises politiques ou tout au moins à s'en sortir de façon pacifique et plus avertie.

Si la territorialité et la gouvernance, selon Pr. WOLOU, justifient la réalité de l'Etat, encore faut-il que cet Etat soit fondé sur des lois qui répondent à des valeurs humaines effectivement appliquées permettant aux citoyens de vivre en harmonie les uns avec les autres. Dès lors, l'on ne peut parler d'Etat de droit sans faire référence notamment aux principes d'égalité, de respect des lois, de sécurité juridique, d'accessibilité et de cohérence et ces principes n'opèrent que dans un contexte favorable qu'est celui de la démocratie. Sur la base de ces critères, il s'est révélé que les pays africains en général et particulièrement le Togo ont un problème de construction d'un Etat de droit. Et le défaut du statut d'Etat de droit conduit notamment à un usage abusif de la notion de souveraineté. Selon l'orateur, de la troisième communication, la souveraineté, en effet, est l'essence des Etats modernes. Mais le détenteur de cette souveraineté a évolué de Bodin à Rousseau chez qui le peuple est devenu le détenteur de cette souveraineté. Et dans la démocratie moderne, la souveraineté n'appartient qu'au peuple et à aucun groupuscule, encore moins à un monarque. Il y a donc lieu de distinguer le détenteur de la souveraineté du représentant de l'Etat pour ne pas assister à la confiscation de la souveraineté par le représentant de l'Etat.

La pratique du pouvoir en Afrique qui se fait souvent sous le mode de domination est précisément à l'origine des crises politiques et engendre une forme de confiscation de la souveraineté et du pouvoir. Pour dépasser cela, il faut prendre la mesure de la vérité fondamentale selon laquelle la relation à l'altérité est la condition de la singularité de chacun et nous devenons ainsi des co-existants, des co-étants. Cette co-étance nous rend responsables de l'autre et fonde l'idée du partage du pouvoir. La co-étance est la base de notre être politique. L'exercice du pouvoir doit correspondre à une action concertée car c'est le peuple qui donne mandat et pouvoir au gouvernant d'agir en son nom. Ainsi, aucune souveraineté véritable n'existe en dehors de la volonté du peuple. On passera ainsi de la conception du pouvoir sur les autres à la conception du pouvoir avec les autres. Dans cette optique, les citoyens doivent savoir que la désobéissance civile devient une arme légitime pour reconquérir leur souveraineté. La désobéissance civile est un droit et non une faveur.



Le débat à l'issue des différentes communications a permis d'élargir des analyses autour des notions centrales d'État, d'État de droit, de souveraineté et de développement. Ce qui est apparu de prime abord selon les interventions est l'idée selon laquelle le Togo est certes un État, mais il n'est ni un État de droit, ni une nation véritable, car les lois ne sont pas respectées et l'ethnisme continue de saper le principe d'unité nationale. Pour s'en convaincre, il faut considérer la non déclaration des biens par le Président de la République et les ministres, bien que cela soit une exigence de la Constitution, les répressions régulières de toutes sortes, l'application différenciée de certaines lois. Dans un État de droit, la loi doit être vulgarisée et appliquée de façon égale à tous les citoyens ; la mise en application du principe d'égalité est facteur de consolidation de l'unité nationale. Ainsi, nul n'est au-dessus de la loi.

En outre, il a été reconnu le rôle majeur que les institutions étatiques ont à jouer pour que l'État de droit soit une réalité en Afrique. Ainsi la question du rapport entre « homme fort » et « institution forte » a été examinée : les institutions ont-elles besoin d'hommes forts pour être fortes elles-mêmes ? Non, car les hommes, pauvres mortels, passent mais les institutions restent. Mais aussi, qu'est-ce en effet qu'un homme fort sans qualités morales ?

Enfin, il y eu des discussions sur le lien mutuel qui doit exister entre le développement et la démocratie, garante des libertés fondamentales. Parmi ces libertés, il y a la liberté d'expression qui implique le respect de la pluralité des opinions. Cependant, la critique rationnelle devrait permettre de comprendre que toute opinion n'est pas synonyme de vérité d'où la nécessité de débats dans l'espace public et sur les médias.

Dans les pays africains, le pouvoir a besoin, dès lors, de contre-pouvoir pour une évaluation plus lucide des choix et des actions pour sauvegarder l'intérêt général.



Panel 1 : M. FOLIKOUE, MA, Philosophie, UL, Pr. GOEH-AKUE, Historien, UL, M. AKUE-ADOTEVI, MC en Philosophie, adjoint au chef du département (modérateur) et Pr.. WOLOU, Droit, UL
© UST

Panel 2 : Citoyenneté, démocratie et bonne gouvernance

Le second panel, conduit par M. Aimé HETCHELI, Maître de Conférences en Sociologie, a connu quatre communications :

- Alternance politique et démocratie en Afrique : Démocratie à l'africaine ? par M. Tossou ATCHRIMI, M.C., Sociologie, Université de Lomé
- Citoyenneté et gouvernance partagée par M. Hodabou ANATE, M-A, Anglais, Université de Lomé
- Caution électorale et légitimité des institutions en Afrique par M. Shamsidine ADJITA, M.C., Droit, Université de Lomé
- Légitimité du pouvoir politique pour une Afrique démocratique par M. Victor TOPANOU, M.C., Droit, Université d'Abomey Calavi, Bénin

Les présentations ont d'abord montré que le projet de démocratie en Afrique doit obéir à l'impératif de l'alternance qui est une condition, certes non suffisante, mais nécessaire pour une gestion saine des affaires publiques. Au nom de l'exigence du partage des principes et des valeurs de la démocratie, le concept de la démocratie à l'africaine est irrecevable quand le concept est utilisé pour exprimer une certaine spécificité de l'Afrique. Car une éventuelle spécificité africaine, eu égard à la question démocratique, n'est que factice, et plus encore un argument de confiscation du pouvoir politique sur le continent, selon M. ATCHRIMI.

Pour le second communicateur, il existe sans aucun doute un lien ferme entre citoyenneté et gouvernance partagée. L'heure du citoyen passif doit être révolue pour celle du citoyen qui participe à la gouvernance de son pays par le contrôle des actions publiques. Il s'agit alors des citoyens qui connaissent leurs droits et qui s'impliquent réellement dans les affaires publiques. Sinon les gouvernants, partant de l'ignorance et de l'indifférence des populations, vont toujours s'illustrer par des dérives, des violations des droits et surtout l'instrumentalisation ethnique à des fins égoïstes selon la logique du « diviser pour mieux régner ».

Les deux dernières communications de ce panel ont abordé, d'une part la question de cautions électorales et légitimité des institutions et, d'autre part, l'épineuse question de la légitimité du pouvoir en Afrique. Il s'agit d'aborder les problèmes soulevés par des élections en Afrique en lien avec les institutions qui les organisent et qui ne sont pas considérées comme des institutions justes afin d'ouvrir la discussion sur le lien entre la question de la légalité et de la légitimité qui se pose dans nos pays en crise. Suffit-il d'organiser des élections pour qu'elles soient dites démocratiques ? Suffit-il de recourir à la légalité pour défendre la légitimité du pouvoir dans nos pays souvent où ce pouvoir semble être confisqué par les gouvernants ?

Pour les orateurs, oui à la légitimité des gouvernants mais dans le cadre du respect strict et scrupuleux de la Constitution. Et partant des cas historiques du Maréchal Pétain et du Général De Gaulle, M Victor TOPANOU, à la suite de M. ADJITA, a montré comment la légitimité est supérieure à la légalité et surtout que la légalité ne suffit pas à légitimer un gouvernant et qu'en cas de conflit entre la légalité et la légitimité, la légitimité peut être opposée à la légalité.

Pour lui, de nos jours, la légitimité du pouvoir politique ne peut plus se concevoir en dehors de la légitimité démocratique qui repose sur deux piliers, à savoir le principe de la légitimité des gouvernants fondée sur leur libre et sincère désignation, et le principe de légalité c'est-à-dire la conformité des actes de l'État et de l'administration au droit et principalement aux



droits de l'Homme : c'est ce qui correspond à la conception allemande de l'État de droit et c'est ici que se confondent l'État de droit, la démocratie et la légitimité démocratique.

Pour finir, il est évident que dans le contexte africain actuel, **le pouvoir politique ne peut plus justifier des projets de développement sans un choix de régime d'Etat de droit démocratique.**

Dans le débat, des questions et des commentaires ont notamment évalué les critères incontournables de définition des notions de citoyenneté. Le débat a porté essentiellement sur les questions de la légalité et de la légitimité surtout dans le contexte de la crise togolaise. Les élections sont-elles, de nos jours, un critère suffisant de légitimité pour les gouvernants ? On ne peut pas se réfugier derrière une simple légalité pour fonder sa légitimité aujourd'hui. La légalité a besoin d'une légitimité. Une insistance particulière a été mise sur l'idée que la dictature, dans le contexte africain, n'a jamais donné l'espoir du développement et que les valeurs et principes démocratiques clarifiés par les différents panélistes doivent être pris dans leur ensemble pour espérer le salut de la société africaine.



Panel 2 : M. ADJITA, MC, Droit, UL, M. ANATE, MA, Anglais, UL, M. HETCHELI, MC, Sociologie, UL (modérateur), M. TOPANOU, MC, Droit, Université d'Abomey Calavi, Bénin, M. ATCHRIMI, MC, Sociologie, UL
© UST

Panel 3 : Développement, progrès économique et social

Comme le deuxième panel, le troisième s'est aussi déroulé autour de quatre communications. Les trois premières communications sont placées sous l'angle de l'analyse du développement et des choix politiques :

- Démocratie, Stabilité politique et développement économique en Afrique par M. Kodjo EVLO, M.C., Economie, Université de Lomé.
- Gestion des ressources minières, agricoles et croissance en Afrique : Paupérisation ou décollage économique par M. Thomas KOUMOU, Ingénieur en Finances Internationales, Lomé.
- Quels choix politiques pour un progrès social et l'équité ? par M. Komi KOUVON, M.C. Philosophie, Université de Lomé.

La dernière communication, celle de M. Henri VALOT, Chef du projet Pro-CEMA de l'Union Européenne au Togo, a porté sur le thème : De l'efficacité de l'aide à l'efficacité du développement : vers une appropriation démocratique.

Ce troisième panel a été modéré par M. Koffi KPOTCHOU, Maître-Assistant en Sociologie et Adjoint au chef de département de Sociologie.

Pour ce troisième panel, les différentes communications ont établi le lien intrinsèque entre la démocratie, ses institutions, la stabilité politique et le développement économique, avant de montrer comment la mauvaise gestion dans les différents secteurs ne profite pas aux populations.

Selon M. EVLO, l'efficacité des politiques de développement suppose que les citoyens concernés soient les acteurs qui valident les différents projets et que ceux-ci obéissent aux principes de la bonne gouvernance : principes de la transparence, de l'obligation de rendre compte et de l'efficacité. L'exigence de la démocratie est la base de la stabilité politique et économique c'est même pour cette raison que l'orateur a ajouté démocratie au titre qui lui a été confié par les organisateurs.

Pour M. KOUMOU, les politiques économiques destinées à faire booster la croissance doivent se comprendre comme des stratégies d'augmentation soutenue de la production des pays à long terme. Ceci suppose qu'il faut que les pays africains sortent de la dépendance vis-à-vis des ressources minières. Il importe alors que ces pays africains diversifient leur économie. Ils doivent accorder aussi une place importante à l'agriculture qui doit être modernisée. Investir dans l'agriculture doit donc être une priorité et non une simple option.

Prenant l'exemple du Togo, il a relaté ceci : pour espérer une croissance digne de ce nom, il convient notamment de restructurer l'agriculture, de changer de politique de gestion et de négoce dans le secteur minier. A cet effet M. KOUMOU a montré comment l'exportation du phosphate ne s'opère pas selon les cours mondiaux et par conséquent ce phosphate n'a aucune incidence sur l'économie togolaise, ne profitant en rien à la population togolaise. Il a cité d'autres domaines qui ont besoin de réformes en l'occurrence la fiscalité. Une politique prospective pour faire baisser la dette intérieure, réduire les coûts de l'énergie, du transport et de la communication serait également une nécessité. En outre, selon l'orateur de la troisième communication, M. KOUVON, si les choix politiques dans les pays africains ne tiennent pas compte des exigences humaines fondamentales que sont les demandes d'équité et de liberté dans le domaine économique, les gouvernants passeront toujours à côté du but essentiel : le développement humain, le bien-être des citoyens. L'État moderne tire sa légitimité et sa crédibilité de sa capacité à protéger l'individu, à créer les conditions de son bonheur et de son épanouissement. Ainsi, l'État authentique



est le lieu de réalisation de la liberté de l'individu considéré comme une fin, et non comme un moyen.

La communication sur les conditions d'efficacité de l'aide au développement, par M. VALOT, a été la dernière communication de ce troisième panel. Un accent particulier a été mis sur le rôle des organisations de la société civile, leur responsabilité et la recherche de leur autonomie. En effet, clairement distincts des donateurs et des gouvernements, les organisations de la société civile sont des acteurs de plein droit du développement. Faisant de la solidarité sociale le moteur de leurs actions en matière de développement, elles expriment et soutiennent les aspirations de la population ; elles aident à améliorer les conditions des divers groupes appauvris et marginalisés de la société. Elles sont ainsi un élément essentiel dans le régime démocratique car, par leurs actions et initiatives, elles contribuent au changement social.

M. VALOT, par l'historique de l'engagement des organisations de la société civile aux côtés des pays en développement, a montré que l'aide au développement n'est pas toujours un facteur d'aliénation dès lors qu'il y a une appropriation des politiques par les populations.

Le débat qui a suivi les présentations de ce troisième panel, a permis aux communicateurs d'insister sur l'idée que l'aide au développement n'est pas destinée à maintenir les pays en développement dans une condition de dépendance. Cependant les pays africains doivent revoir leurs stratégies de négociation des prêts auprès des institutions financières internationales. La problématique actuelle d'une monnaie africaine a également été abordée dans les analyses économiques. Par rapport à cette préoccupation, même si certains participants ont insisté sur le bienfondé de la création de cette monnaie qui, selon eux, serait une marque d'indépendance et de souveraineté, il en ressort des réponses de M. KOUMOU que les pays africains doivent d'abord résoudre les problèmes organisationnels et institutionnels avant de penser à la monnaie, car cela n'est pas l'alpha et l'oméga ou des conditions préalables au développement de nos pays. Le constat est que des pays africains qui ont une monnaie propre à eux n'ont pas connu de développement après plus de 60 ans.



Une partie du Panel 3 : M. EVLO, MC, Economie, UL, M. VALOT, Chef de projet du Pro-CEMA, M. KPOTCHOU, MA, Sociologie, UL (modérateur), M. KOUMOU, Ingénieur en Finances Internationales, Lomé
© UST

Panel 4 : Rôle des intellectuels et développement de l'Afrique

Le dernier panel, sous la modération de Mme Namoin YAO, Maître-Assistant en Sciences de l'Information et de la communication, a réuni M. Mawusse Kpakpo AKUE ADOTEVI, Maître de Conférences en philosophie et Mme Maryse QUASHIE, Maître de Conférences en Sciences de l'Éducation. Tous sont des enseignants chercheurs de l'Université de Lomé. Deux communications ont été données dans ce panel :

- Rôles et contributions des intellectuels : défis et enjeux pour une Afrique à reconstruire par M. Kpakpo Mawusse AKUE ADOTEVI
- Figures pour re-féconder l'imaginaire social des Africains par Mme Maryse QUASHIE.

Les deux communications de ce panel ont permis à l'assistance de réfléchir sur l'importance et la place des intellectuels dans la construction des modèles d'organisation des sociétés africaines et de leur gouvernance. Ainsi, elles ont montré que, dans une Afrique en crise et en quête de modèles, les défis et les enjeux pour la reconstruction du continent ne doivent plus laisser de doute sur les qualités et missions des intellectuels. Ceux-ci, ne se réduisant pas simplement à la masse des instruits, nantis de connaissances académiques ou pratiquants de la vie de l'esprit, sont des acteurs sociaux qui portent la responsabilité d'identifier les paradigmes avec lesquels nous fonctionnons dans nos sociétés et que nous devons changer pour l'avènement effectif d'une nouvelle société. Pour ce faire, les intellectuels, par leurs travaux et prises de position, doivent nous aider à questionner notre imaginaire, à revisiter notre histoire pour y trouver des figures permettant de répondre aux exigences actuelles car il existe encore en nous la capacité d'innover.

Au niveau des figures Mme QUASHIE a proposé trois catégories :

La première est celle des anciennes figures comme Soundiata KEITA et surtout celle de POKOU, Reine-Mère des Baoulé. « Elle a eu l'audace, le courage d'aller au-delà de ce que lui demande la tradition ; elle était mère d'un enfant, elle est devenue la Reine-mère de tout un peuple, et c'est ainsi qu'elle est entrée dans l'histoire. »

Ensuite une deuxième catégorie dans laquelle nous avons des figures proches de nous : CHE GUEVARA, Nelson MANDELA, Thomas SANKARA, Pape FRANÇOIS mais aussi FOLI BEBE le fin politicien, Assiongon DANDJIN sous le règne duquel le Genyi atteint son apogée ou Ouro-Djobo BOUKARI, le Roi-Dieu de Paratao. Les trois dernières figures sont des figures togolaises.

Enfin, une troisième catégorie est celle de l'intellectuel. Pour Mme QUASHIE « l'intellectuel c'est quelqu'un qui est bien de son temps et est au fait des acquis de la science. Cependant, même si la science et la technologie ont fourni aux hommes le confort, et plus que cela, l'impression de la toute-puissance à travers les multiples gadgets qui peuplent la vie - ou les rêves - du citoyen, de la société actuelle, la personne dont nous parlons sait qu'il peut s'ensuivre un esclavage qu'elle refuse car, pour elle, la science n'est bénéfique qu'en ce qu'elle permet la libération de ceux qui se l'approprient.

L'intellectuel s'abstient donc de prendre comme critère d'appréciation de la valeur des hommes et des objets les éventuels bénéfices matériels à en tirer, mais il veut obtenir de la science plus que des commodités dans la vie quotidienne (qu'elle accueille pourtant en toute simplicité). Il veut dans la science puiser des lumières pour l'esprit humain. C'est pourquoi il privilégie la vie de l'esprit comme instrument de choix pour la quête du bonheur ; c'est en ce sens, et seulement en ce sens, qu'il tient à acquérir et maîtriser les savoirs et savoir-faire proposés par la science. »



La place des intellectuels est donc déterminante et primordiale car ce sont des visionnaires qui font de la prospective et se nourrissent de l'utopie comme leur principal outil et moteur.

Suite aux présentations de ce dernier panel, un débat a eu lieu sur les qualités réelles de l'intellectuel, le rapport de celui-ci au politique et le degré de son engagement pour le destin du continent.

Au cours de cet échange, des commentaires et des analyses ont été apportés par les participants sur l'exigence de l'engagement de l'intellectuel pour le « Bien » qui, dans une perspective platonicienne, se confond avec le « Beau » et le « Vrai ». L'intellectuel, au regard des échanges, a été alors présenté comme « quelqu'un qui inquiète » par ses actes et paroles toute personne de la société et surtout celui qui fait l'option du mal. Sur la base des différents arguments en faveur de l'impératif moral de l'intellectuel, la modératrice a mis fin au débat qui ne laisse plus de doute sur la responsabilité des intellectuels dans le mieux-être du peuple africain.



Panel 4 : Mme QUASHIE, MC, Sciences de l'Education, UL, Mme YAO, MA, Sciences de l'Information et de la Communication, UL (modératrice), M. AKUE ADOTEVI, MC, Philosophie, UL
© UST

CEREMONIE DE CLOTURE

Une brève cérémonie a été organisée pour clore les travaux de ce colloque universitaire international et interdisciplinaire. Dans son discours de clôture, le Professeur DOSSEH a remercié l'assistance pour sa présence et son active participation au colloque. Il a ensuite rendu hommage aux professeurs KÃ MANA et Victor TOPANOU venus respectivement de la République Démocratique du Congo et du Bénin dont les contributions ont été remarquables, ainsi qu'à ces collègues de l'Université de Lomé. Enfin, le Professeur DOSSEH a exprimé sa satisfaction quant aux résultats du colloque. Pour lui ce colloque a atteint son objectif si on considère les échanges constructifs qui ont été faits pour analyser les enjeux des crises politiques qui gangrènent les pays africains.

Ce colloque universitaire international a su réunir des communicateurs de haut niveau venus de plusieurs horizons et intéresser de nombreux participants parmi lesquels beaucoup d'enseignants-chercheurs, d'étudiants, des membres de différentes organisations de la société civile, des représentants des partis politiques etc. Le colloque a pris fin sur une note de satisfaction générale.

Reprenant les mots de Nelson Mandela qui écrivait « Aucun de nous en agissant seul ne peut atteindre le succès », les organisateurs peuvent dire à juste titre que tous, nous avons contribué au succès de ce colloque parce que nous nous sommes tous engagés et sentis concernés.



Vue des participants
© UST



Cet évènement fut réalisé avec le soutien de :



Le Réseau des Plateformes d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du Centre (REPAOC)



Le Pro-CEMA de la Délégation de l'Union Européenne au Togo



Le Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire (France)

« Crise du pouvoir politique et développement de l'Afrique »



Mars 2018